

Expertise-Comptable
Audit & Commissariat aux comptes
Social & Ressources Humaines
Juridique
Informatique et Digital
Patrimoine
Stratégie & Conseil

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice social clos le 31 décembre 2025

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
18, Avenue Augustin Dupré
42000 SAINT ETIENNE

A l'Assemblée Générale de l'Association MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire du 12 avril 2024, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

1. Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2. Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

III. OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changements comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les impacts de la première application du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022.

IV. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre association constitue des fonds dédiés, tels que décrits dans la note « Fonds dédiés et reportés ».

Nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

V. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activités du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

VI. RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration du 24 février 2026.

VII. RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- ☐ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ☐ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ☐ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ☐ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint Etienne, le 27 février 2026

ECOMEX

Société de Commissaire aux Comptes
représentée par


Corinne LAGOA

Inscrite sur la liste nationale des Commissaires
aux comptes

Les comptes annuels se caractérisent par :

<input type="checkbox"/> Total du bilan	4 990 855 €
<input type="checkbox"/> Total des produits.....	3 416 536 €
<input type="checkbox"/> Total des charges.....	3 196 395 €
<input type="checkbox"/> Excédent de l'exercice	220 141 €

Bilan Actif

Bilan Actif		Du 01/01/2025 au 31/12/2025		Du 01/01/2024 au 31/12/2024	
		Brut	Amort. Dép. (à déduire)	Net	Net
Frais d'établissement	I				
Actif Immobilisé					
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires		1 607	1 607		
Autres immobilisations incorporelles					
Immo. incorp. en cours, avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Instal. techniques, matériel et outillages indus.					
Autres immobilisations corporelles		152 148	152 148		630
Immo. corp. en cours, avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés		15		15	15
Prêts		51 279		51 279	53 394
Autres immobilisations financières		7 836		7 836	7 836
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ II		212 886	153 755	59 131	61 876
Comptes de liaison	III				
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés		1 710	110	1 600	6 127
Créances reçues par legs ou donations					
Autres créances		748 459		748 459	513 087
Charges constatées d'avance		15 853		15 853	18 419
Valeurs mobilières de placement		2 578 732		2 578 732	2 526 393
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Disponibilités		1 587 080		1 587 080	1 674 083
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT IV		4 931 834	110	4 931 724	4 738 108
Frais d'émission des emprunts	V				
Primes de remboursement des emprunts	VI				
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Actif	VII				
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I à VII)		5 144 720	153 865	4 990 855	4 799 984

Bilan Passif

Bilan Passif	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	100	100
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	951 708	801 708
Autres réserves	271 787	271 787
Report à nouveau	2 048 043	1 762 523
Excédent ou déficit de l'exercice	220 141	435 521
Situation nette	3 491 779	3 271 638
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES I	3 491 779	3 271 638
Autres fonds propres		
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL DES AUTRES FONDS PROPRES I bis		
Comptes de liaison		
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	502 179	561 248
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS III	502 179	561 248
Provisions pour risques et charges		
Provisions pour risques	219 331	216 331
Provisions pour charges	83 857	83 857
TOTAL DES PROVISIONS IV	303 188	300 188
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Instruments financiers à terme		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	87 783	78 789
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	595 801	576 146
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 124	11 974
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES V	693 709	666 910
Écarts de conversion et diff. d'évaluation - Passif		
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I à VI)	4 990 855	4 799 984

Voir le rapport de l'expert-comptable avant les comptes annuels

Compte de résultat

Compte de résultat	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
	Total	Total
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Vente de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	46 856	44 477
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 961 624	3 081 570
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	16 429	13 266
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		141 514
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés	342 455	303 883
Autres produits	364	9
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 367 729	3 584 719
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	541 446	543 359
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	146 855	140 125
Salaires	1 645 437	1 667 646
Cotisations sociales	569 653	495 540
Dotations aux amortissement et dépréciations	740	7 250
Dotations aux provisions	3 000	
Valeurs comptables des immo. incorporelles et corporelles cédées		
Reports en fonds dédiés	283 386	336 659
Autres charges	1 588	4
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	3 192 106	3 190 583
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	175 622	394 136
Produits financiers		
Produits financiers de participation		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	34 967	10 177
Autres intérêts et produits assimilés	13 840	14 156
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instruments de trésorerie		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	48 807	24 333

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 4 990 522 Euros, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 220 141 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

PRESENTATION GENERALE

Activité de l'Association :

La mission Locale se donne pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner soit directement, soit par l'intermédiaire tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, en réponse aux besoins qu'ils expriment. Elle a vocation à aider ces jeunes à construire un itinéraire d'insertion sociale professionnelle et à assurer le suivi de son application. A cet effet, elle est le relais entre le jeune et les organismes compétents, notamment en matière de formation, d'insertion professionnelle et d'emploi.

La Mission Locale, sans se substituer à quiconque, se donne pour le but d'être un outil d'animation et de proposition entre les différents partenaires (élus locaux, administrations, agents économiques, associations) concernés par l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.

Elle contribue à assurer une intervention coordonnée des institutions et acteurs agissant sur l'ensemble des problèmes de vie quotidienne des jeunes, problèmes qui pourraient faire obstacle à leur insertion sociale et professionnelle mais qui, grâce à une approche globale, permettent de rechercher les solutions adaptées en matière de logement, de santé, de loisir, etc...

Elle réunit régulièrement l'ensemble des institutions et personnes physiques et morales qui contribuent à l'accueil, à l'information et à l'orientation des jeunes du territoire.

Par ailleurs, et dans le cadre de sa mission de service public au sein du SPRO (Service Public de l'Orientation Régional) ou tout autre service développé à l'avenir, la Mission Locale pourra accueillir tout public de son territoire.

Lieu d'exploitation de l'activité de l'Association :

Son siège social est fixé à la MDEF Maison de l'Emploi et de la Formation Loire Sud ou 18, Avenue Augustin Dupré 42000 Saint-Etienne

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de 4 990 855 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de 220 141 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des éléments indiqués ci-dessous,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Faits caractéristiques

Permanence des méthodes comptable à l'exception des règles applicables dans le cadre du nouveau règlement.

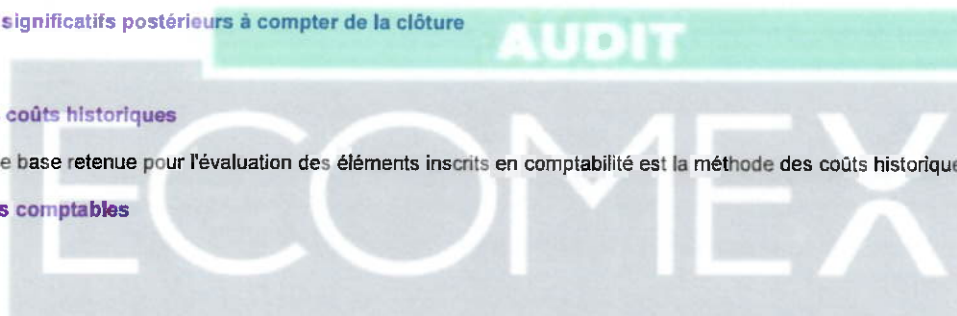
Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Méthode des coûts historiques

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changements comptables



Changement de méthode lié à l'application de la nouvelle réglementation comptable.

Cet exercice constitue le premier exercice d'application du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modification du plan comptable général (règlement ANC N° 2014-03). Celui-ci a donné lieu aux reclassements suivants :

Changements de comptabilisation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- En terme de résultat exceptionnel :

- Les opérations de cessions/sorties d'immobilisations figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation (ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières) ;
- Les quotes-parts de subventions d'investissement virées au compte de résultat figurent en 2025 dans le résultat d'exploitation ;
- Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs (les autres événements étant désormais traduits dans le résultat d'exploitation).

- Suppression des transferts de charges dans le résultat d'exploitation et le résultat financier ;

A adapter en décrivant les modifications éventuelles sur les rubriques suivantes :

- Les refacturations diverses figurent désormais dans les rubriques de produits par nature ;
- Les remboursements reçus des organismes sociaux en cas d'arrêt maladie, de congés de parentalité ou d'accident du travail figurent en compensation de charges de personnel.

Changement de présentation :

Les principaux impacts à compter de l'exercice 2025 sont les suivants :

- Présentation du compte de résultat :

- Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
- Les transferts de charges N-1 ont été regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions ».

- Présentation du bilan :

- Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
- Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

L'entité a décidé d'appliquer le nouveau règlement à compter de 2025.

Les impacts sur les comptes sont les suivants :

- Les indemnités journalières sécurité sociale et prévoyance historiquement comptabilisées en transfert de charges viennent maintenant en moins des charges de personnel dans un compte 6419,
- Les prises en charge de formations également comptabilisées en transfert de charges viennent également en moins des autres charges de personnel par le biais d'un compte 649

Informations relatives aux opérations inscrites au bilan et compte de résultat

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées au coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Amortissements

Ils sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- | | |
|--------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 à 3 ans, |
| • Agencements et aménagements | 5 ans, |
| • Mobilier | 2 à 10 ans, |
| • Mobilier de bureau et informatique | 2 à 5 ans. |

Participation, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition (y compris les droits de mutation, honoraires, ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition).

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les autres créances sont essentiellement composées du solde des subventions à recevoir.

Provision pour risques et charges

Une provision pour risques et charges a été constituée à la clôture de l'exercice 2023 à hauteur de 230 081 euros, après une reprise de 13 750 euros en 2024, elle s'élève depuis à 216 331 euros.

Une provision pour risque de reversement a également été constituée à la clôture de l'exercice à hauteur de 3 000 euros.

Engagements en matière de départ à la retraite

Les engagements de la société en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont mentionnés en engagements financiers donnés, à l'exclusion d'une constatation par voie comptable.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 65 ans (âge maintenu malgré la réforme légale par mesure de simplification compte tenu de l'incidence non significative des modifications apportées sur le calcul de la provision pour l'exercice 2025) en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de la société (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques à la société (convention collective, hypothèse de progression de la masse salariale, taux de rotation prévisionnel du personnel et taux de charges sociales),
- taux d'actualisation retenu à 3.96%.

Les montants éventuellement couverts par une assurance spécifique sont mentionnés en engagements reçus.

La provision calculée est de 190 156 euros, elle est entièrement couverte par la provision comptabilisée de 83 857 euros et par les fonds disponibles chez MUTAVIE de 127 597 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au titre de la subvention municipale finançant le permis de conduire s'élèvent à la clôture de l'exercice à 3 362 euros.

Les fonds dédiés au titre de la subvention de l'Etat pour le financement du contrat d'engagement jeune s'élèvent à 280 686 euros.

Concernant la subvention exceptionnelle Garantie Jeune d'un montant de 218 131€, elle n'a pas été utilisée sur l'exercice et n'a fait l'objet d'aucune reprise.

Contributions volontaires en nature

L'association bénéficie d'une mise à disposition gratuite de locaux par la ville de St-Etienne. La convention de mise à disposition prévoit une valorisation annuelle de 183 260 euros.

Honoraires du commissaires aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes pour cet exercice s'élèvent à 9 364 euros.

Régime fiscal

L'entité est un organisme sans but lucratif non soumis aux impôts commerciaux au régime de droit commun.

Etat des immobilisations

État des immobilisations	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	1 607			1 607
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 607			1 607
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	152 148			152 148
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	152 148			152 148
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	15			15
Prêts	53 394		2 115	51 279
Autres immobilisations financières	7 836			7 836
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	61 246		2 115	59 131
TOTAL GÉNÉRAL	215 001		2 115	212 886

Augmentations	Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
		Virements		Entrées		
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles						
Total immobilisations financières						
TOTAL GÉNÉRAL						

Diminutions	Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Total immobilisations incorporelles						
Total immobilisations corporelles						
Total immobilisations financières	2 115		2 115			
TOTAL GÉNÉRAL	2 115		2 115			

Commentaires : néant

Etat des amortissements

État des amortissements	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires	1 607			1 607
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 607			1 607
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	151 518	630		152 148
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	151 518	630		152 148
Immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
TOTAL GÉNÉRAL	153 125	630		153 755
AUDIT				
			Ventilation des dotations	
Dotations	Dotations de l'exercice	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon le mode linéaire	Sur éléments amortis selon un autre mode
Dotations exceptionnelles				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	630		630	
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL	630		630	
Ventilation des diminutions				
Diminutions	Diminutions de l'exercice	Éléments transférés à l'actif circulant	Éléments cédés	Éléments mis hors service
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
TOTAL GÉNÉRAL				

Commentaires : néant

Etat des créances et des dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)	51 279		51 279
Autres immobilisations financières	7 836		7 836
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	1 710	1 710	
Reçues par legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	3 457	3 457	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	717 246	717 246	
Confédération, fédération, union, associations affiliées			
Débiteurs divers	27 756	27 756	
Charges constatées d'avance	15 853	15 853	
TOTAL	825 137	766 022	59 115

(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice

(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses (1)				
Fournisseurs et comptes rattachés	87 783			
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	349 084	349 084		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	216 512	216 512		
Impôts sur les bénéfices	4 289	4 289		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilés	25 917	25 917		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	10 124	10 124		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	693 709	605 925		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

Commentaires : néant

Variation des fonds propres 431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	100				100
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves	1 073 495	150 000			1 223 495
Report à nouveau	1 762 523	285 521			2 048 043
Excédent ou déficit de l'exercice	435 521	-435 521	220 141		220 141
Situation nette	3 271 638		220 141		3 491 779
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	3 271 638		220 141		3 491 779



Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Permis de conduire	6 458	2 700	5 796			3 362	
Contrat engagement jeune	336 659	280 686	336 659			280 686	
Dotation exceptionnelle GJ	218 131					218 131	
TOTAL	561 248	283 386	342 455			502 179	

(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif
 (2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts



Etat des provisions

Nature des provisions	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la clôture de l'exercice		Montant à la clôture de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
Provisions réglementées					
Provisions réglementées pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
TOTAL DES PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					
Provisions pour risques					
Provisions pour :					
- Litiges					
- Garanties données aux usagers					
- Amendes et pénalités					
- Pertes de change					
- Pertes sur contrats					
Autres provisions pour risques	216 331	3 000			219 331
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES	216 331	3 000			219 331
Provisions pour charges					
Provisions pour :					
- Pensions et obligations similaires	83 857				83 857
- Restructurations					
- Impôts					
- Renouvellement des immobilisations - entreprises concessionnaires					
- Gros entretien ou grandes révisions					
- Remise en état					
- Legs ou donations					
Autres provisions pour charges					
TOTAL DES PROVISIONS POUR CHARGES	83 857				83 857
TOTAL DES PROVISIONS	300 188	3 000			303 188

Commentaires : néant

Etat des dépréciations

Nature des dépréciations	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits et valeurs similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Actif circulant				
Stocks et en-cours				
Créances clients		110		110
Autres dépréciations				
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT		110		110
TOTAL GÉNÉRAL		110		110

Commentaires : néant

Contributions volontaires en nature

		31/12/2025	31/12/2024
Répartition par nature de charge		Débit	Débit
860 - Secours en nature (alimentaire, vestimentaires,...)			
TOTAL			
861 - Mise a disposition gratuite de biens (locaux, matériel,...)			
Locaux		183 260	183 260
TOTAL		183 260	183 260
862 - Prestation			
TOTAL			
864 - Personnel bénévole			
TOTAL			
TOTAL GENERAL		183 260	183 260

		31/12/2025	31/12/2024
Répartition par nature de ressources		Crédit	Crédit
870 - Dons en nature			
TOTAL			
871 - Prestation en nature			
Locaux		183 260	183 260
TOTAL		183 260	183 260
875 - Bénévolat			
TOTAL			
TOTAL GENERAL		183 260	183 260

Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées du 01/01/2025 au 31/12/2025	Dont reçues du 01/01/2025 au 31/12/2025	Solde à percevoir
	①	②	①-②
Subvention Etat - CPO SOCLE	709 400	709 400	
Subvention Etat - CPO OF	82 490	82 490	
Subvention Etat - CEJ	1 247 400	626 175	621 225
UDML	8 550	4 275	4 275
Mairie de St-Etienne	96 000	96 000	
Mairie de St-Etienne - projet	1 500	1 500	
Mairie de St-Etienne - Permis de conduire	3 000	3 000	
Cotisations mairies	50 244	50 244	
Subvention région - SOCLE 2025	341 257	273 006	68 251
Subvention région - OBJ	85 248	58 209	27 040
France Travail - PPAE	241 273	241 273	
Amilaura	1 701	1 701	
FADJ	16 298	11 408	4 889
Saint-Etienne Métropole	53 000	53 000	
ASP CAE	4 500	4 500	
ASP SERVICE CIVIQUE	15 437	15 437	
Agefiph	4 326	3 509	817
Total subventions d'exploitation	2 961 623	2 235 127	726 496

ECOMEX

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Montant des émissions de titres associatifs		
Avances conditionnées		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 025	20 984
Dettes sur legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	487 841	465 969
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	513 866	486 953

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	750	3 742
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	26 739	10 177
TOTAL	27 489	13 919

Commentaires : néant

Produits et charges constatés d'avance

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025	Du 01/01/2024 au 31/12/2024
Produits constatés d'avance		
- D'exploitation		
Produits : - Financiers		
- Exceptionnels		
TOTAL		
Charges constatées d'avance		
- D'exploitation	15 853	18 419
Charges : - Financières		
- Exceptionnelles		
TOTAL	15 853	18 419

Commentaires : néant



Expertise-Comptable
Audit & Commissariat aux comptes
Social & Ressources Humaines
Juridique
Informatique et Digital
Patrimoine
Stratégie & Conseil

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025

MISSION LOCALE POUR L'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE DES JEUNES DE SAINT-ETIENNE ET DE LA COURONNE STEPHANOISE

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social :
18, Avenue Augustin Dupré
42000 SAINT ETIENNE

**A l'Assemblée Générale de l'Association MISSION LOCALE DE SAINT-ETIENNE ET DE LA
COURONNE STEPHANOISE,**

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

I. CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

En application de l'article R. 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes, mentionnées à l'article L. 612-5 du Code de Commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

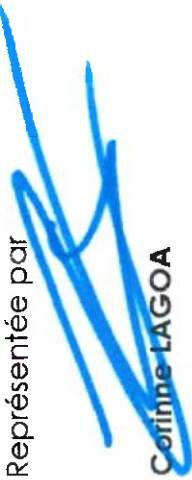
Personne Morale	Personnes concernées	Date	Nature et Objet de la Convention	Montant accordé à l'Association
VILLE DE SAINT-ETIENNE	✓ Nadia SEMACHE	02/06/2025	Subvention de fonctionnement	96 000 euros
	✓ Abdelouahb BAKLI			
	✓ Thierry NITCHEU	27/01/2025	Forum de la formation et de l'alternance	1 000 euros
	✓ Frédéric DURAND	02/06/2025	Permis de travailler	3 000 euros
	✓ François BOYER			
	✓ Cyrine MAKHLOUF	13/10/2025	Ateliers santé	500 euros
TOTAL VILLE DE SAINT-ETIENNE				100 500 euros
ETAT SERVICES DE L'ETAT	✓ DDETS Direction 42	24/10/2025	ETAT : CPO – Fonctionnement	709 400 euros
	Laurent BADOU	24/10/2025	ETAT : CPO - Obligation de formation	82 490 euros
	✓ PJJ Mme CHERPIN			
	✓ France travail Mme DE CARRIERE	24/10/2025	ETAT : CPO - CEJ	1 247 400 euros
	✓ DRJSCS Auvergne Rhône Alpes Mme DEGUILHEM	01/01/2025	France Travail /Accord cadre national PPAE	226 414 euros
	✓ Préfecture de la Loire Muriel NGUYEN	01/01/2025	France Travail / Avenir Pro	14 858 euros
TOTAL SERVICES DE L'ETAT				2 280 562 euros

REGION	Laurence BUSSIÈRE	31/01/2025	REGION : CPO-Fonctionnement	341 257 euros
		02/07/2025	Missions Locales Objectifs 2025 (total toutes les ML 270 395 €)	85 248 euros
			TOTAL REGION	426 505 euros
COMMUNE DE VILLARS	Brigitte PALLE	28/02/2025	VILLARS	7 823 euros
COMMUNE DE ST JEAN BONNEFONDS	Thierry CHALANCON	28/02/2025	ST JEAN BONNEFONDS	6 660 euros
COMMUNE DE ST PRIEST EN JAREZ	Claude BRUNEAU	28/02/2025	ST PRIEST EN JAREZ	6 422 euros
TOTAL				2 828 472 euros

Fait à Saint Etienne, le 27 février 2026

ECOMEX

Société de Commissaire aux Comptes
Représentée par



Corinne LAGOA

Inscrite sur la liste nationale des
Commissaires aux comptes